



ASSISTANCE
PUBLIQUE



HÔPITAUX
DE PARIS

ACHATS CENTRAUX
HOTELIERS, ALIMENTAIRES ET
TECHNOLOGIQUES

Hôpital Bicêtre
78, rue du Général Leclerc
94270 Le Kremlin Bicêtre
Tél : 01 53 14 69 00
Fax: 01 53 14 69 99

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Consultation N°25-053

Procédure : Appel d'offres ouvert

Objet : Analyse de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris en vue de sa notation et du suivi de sa qualité de crédit

Pour la période d'exécution d'une durée de 3 ans à compter de la date de notification du marché éventuellement résiliable sans indemnités à la seule initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, six mois avant la date de fin d'exécution du marché.

Ce document comprend 11 pages, il est associé au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

AP-HP	Consultation n°25-053	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :3/4/25	Page 1 sur 11

SOMMAIRE

1.Dispositions Générales	4
1.1Objet.....	4
1.2Lieu d'exécution des prestations	4
2.Organisation de l'achat	4
2.1Forme du marché.....	4
2.2Allotissement - fractionnement.....	4
2.3Durée.....	4
3.Dispositions financières	5
3.1Forme des prix.....	5
3.2Prix définitif.....	5
4.Documents contractuels	5
5.Conditions de passation des bons de commande.....	5
5.1Commandes (ou ordres de service).....	5
6.Contrôle – suivi du marché.....	6
6.1Contrôle.....	6
6.2Suivi du marché	6
7.Modification du marché public.....	6
7.1Clause de réexamen.....	6
7.2Changement de dénomination sociale du Titulaire	6
7.3Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution	7
8.Obligations du prestataire	7
8.1Certificats	7
8.2Secret professionnel et confidentialité.....	7
8.3Accès aux établissements – Identification.....	8
8.4Grèves.....	8
9.Propriété Intellectuelle	9
10.Facturation – Paiement	9
10.1Facturation	9
10.2Paiement.....	10
10.3Avances	10

AP-HP	Consultation n°25-053	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :3/4/25	Page 2 sur 11

11.GARANTIE DE L'INDEPENDANCE DU TITULAIRE DU MARCHE	10
12.Nantissement et garantie	11
13.Retenu de garantie	11
14.Résiliation	11
15.Litiges	11
16.Dérogations	11

<i>AP-HP</i>	<i>Consultation n°25-053</i>	<i>ACHAT</i>
<i>CCAP.11</i>	<i>Dernière mise à jour du :3/4/25</i>	<i>Page 3 sur 11</i>

1. Dispositions Générales

1.1 Objet

Le présent marché a pour objet : l'Analyse de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris en vue de sa notation et du suivi de sa qualité de crédit, nécessaire aux besoins de la Direction Economique, Financière, de l'Investissement et du Patrimoine du siège de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris.

Le détail technique des prestations attendues est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 Lieu d'exécution des prestations

Les prestations objet du marché sont exécutées par le(s) Titulaire(s) dans le(s) lieu(x) suivant(s) : Ile-de-France

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans l'acte d'engagement et / ou dans le cahier des clauses techniques particulières.

2. Organisation de l'achat

2.1 Forme du marché

Le présent marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire au sens de l'article R. 2162-2 du Code de la commande publique.

2.2 Allotissement - fractionnement

L'ensemble des prestations sont réparties en lots comme suit

Numéro	Intitulé du lot	Budget alloué sur 3 ans	Volume d'émission annuelle
01	Notation et suivi de la qualité de crédit de l'AP-HP	180 000 TTC	2024- 252 M€ 2023- 462 M €
02	Notation et suivi de la qualité de crédit de l'AP-HP	180 000 TTC	2022- 360 M€ 2021- 459 M€

2.3 Durée

Le marché est conclu pour une période de trois ans à compter de la date de notification éventuellement résiliable sans indemnités à la seule initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, six mois avant la date de fin d'exécution du marché.

Si l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris décide de procéder à la résiliation du marché, elle le notifiera au Titulaire par lettre de la Directrice d'ACHAT en recommandé avec accusé de réception au plus tard un mois avant la date effective de résiliation.

Toutefois les bons de commandes émis avant la date d'échéance des accords-cadres issus de la

AP-HP	Consultation n°25-053	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :3/4/25	Page 4 sur 11

consultation demeurent exécutables dans un délai de 3 mois suivant cette date.

3. Dispositions financières

3.1 Forme des prix

Tous les lots sont à prix unitaires pour l'ensemble des prestations listées au Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Pour tous les lots,

- il n'y a pas de montant minimum.
- Le titulaire s'engage sur le montant maximum représenté par 140 % du montant valorisé au niveau de son offre sur la durée totale du marché

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de recourir ultérieurement à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique. Le montant du marché similaire sera au maximum égal au montant du marché.

3.2 Prix définitif

Le marché est conclu à prix fermes pour toute la durée du marché.

4. Documents contractuels

Le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de disposition contradictoires, prévalent dans l'ordre décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles,

et ses annexes financières et techniques, notamment :

- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes.
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Prestations Intellectuelles (CCAG PI) en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence.
- L'offre du candidat et les éléments techniques et les Cadres de réponse technique (CRT).

5. Conditions de passation des bons de commande

5.1 Commandes (ou ordres de service)

Elles seront établies par la Direction Economique, Financière, de l'Investissement et du Patrimoine du siège de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et transmises au Titulaire, soit par courrier, soit par télécopie, soit par voie électronique. Elles et transmises au Titulaire, soit par courrier, soit par voie électronique. Elles comporteront obligatoirement un n° de bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) et un Code service à rappeler sur le bon de livraison et sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande, les date, heure et lieu de livraison.

Elles seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins.

Toutefois les bons de commandes émis avant la date d'échéance de l'accord-cadre demeurent exécutables 3 mois après la date d'échéance du marché.

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution du marché.

Si le Titulaire du marché est situé dans un autre Etat membre de l'UE, tout bon de commande adressé au Titulaire du marché par les établissements de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les

AP-HP	Consultation n°25-053	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :3/4/25	Page 5 sur 11

opérations intra-communautaires de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris : FR95267500452.
Les bons de commande seront transmis, en cas de désignation d'un mandataire du groupement, à ce dernier.

6. Contrôle – suivi du marché

6.1 Contrôle

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris vérifiera la bonne exécution des prestations du Titulaire, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée.

6.2 Suivi du marché

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG PI, l'acheteur dispose d'un délai d'un mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision à compter de la date de remise par le titulaire du projet de communiqué de presse.

Ces opérations de vérification interviendront après, ou peu avant, l'échéance du contrat et ne feront pas obstacle, le cas échéant, à la publication, ou au suivi de la notation ou de tout autre support relatif à la notation.

Par dérogation aux articles 28 et 29 du CCAG PI, ces opérations de vérifications seront uniquement destinées à s'assurer de la conformité des prestations livrées avec les besoins exprimés au titre du présent marché. Elles ne feront pas obstacle aux procédures de notation et au travail de l'agence, titulaire du marché.

7. Modification du marché public

7.1 Clause de réexamen

En application du 1° de l'article L2194-1 du Code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du Titulaire du marché par voie d'avenants. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

7.2 Changement de dénomination sociale du Titulaire

En cas de changement lié au statut du Titulaire, celui-ci doit adresser à ACHAT dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du Kbis mentionnant ce changement à l'adresse suivante :

ACHAT
Madame la Directrice
CHU Bicêtre
78, Rue du Général Leclerc

AP-HP	Consultation n°25-053	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :3/4/25	Page 6 sur 11

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale.
- Changement de statut juridique
- Changement de références bancaires
- Changement d'adresse

Un certificat administratif est alors établi par ACHAT.

7.3 Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avertir le représentant du pouvoir adjudicateur, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justificatives de ces capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités suffisantes, un avenant de transfert établi par le RPA est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, l'APHP peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

8. Obligations du prestataire

8.1 Certificats

Le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au Titulaire. Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

« Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les Titulaires du marché devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution »

8.2 Secret professionnel et confidentialité

Le Titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le Titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA.

La méconnaissance de cette prescription obligerait le Titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le Titulaire veille à ce qu'au cours de l'exécution du présent marché, soient respectées la sécurité et la confidentialité des données et des accès informatiques de l'APHP conformément aux lois et régimes applicables, et notamment conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la Loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles (article 29) et aux dispositions du code pénal en vigueur.

À ce titre, le Titulaire s'engage :

AP-HP	Consultation n°25-053	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :3/4/25	Page 7 sur 11

- À ne rendre publique aucune information de l'AP-HP, sans l'accord de l'AP-HP, quelle que soit la source ou l'origine de cette information.
- À n'utiliser les informations et documents délivrées par l'APHP qu'à sa demande exclusive et pour la finalité définie dans le présent marché ;
- À ne pas divulguer à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, et sous quelque forme que ce soit, les informations et documents communiqués par l'APHP à l'occasion de l'exécution du présent marché ;
- À prendre toutes les mesures pour que lesdites données ne puissent être accessibles à d'autres personnes que les personnels attachés à leur traitement et à leur analyse. Ces derniers seront sensibilisés au caractère stratégique des informations et documents confiés et liés au Titulaire par un engagement de confidentialité ;
- À ne pas procéder à des copies, utilisations ou diffusion de partie ou totalité d'un fichier et/ou d'une donnée détenue par l'AP-HP ou installés sur une configuration, sur un support, sur un élément ou sur un sous-ensemble d'une configuration détenus par celle-ci, à l'exception des copies, utilisations ou diffusion nécessaires à l'exécution d'une prestation prévue au présent marché, auquel cas l'accord de l'APHP est nécessaire ;
- À ne pas sortir du lieu d'hébergement des configurations, des supports numériques ou d'autres, d'éléments ou sous-ensembles d'une configuration, d'un matériel, ou d'une documentation détenue par l'APHP sans l'autorisation préalable et écrite de celle-ci.

Le Titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le Titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Le Titulaire sera responsable vis-à-vis de l'APHP de la perte de documents remis sous quelque forme que ce soit, ou de la divulgation volontaire ou involontaire d'informations communiquées. Le Titulaire s'engage, à ce titre, à aviser sans délai l'AP-HP de toute disparition, ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation des présentes obligations.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés, mais également à tout opérateur économique intervenant pour le compte ou en partenariat avec le Titulaire (cotraitants et sous-traitants notamment).

L'AP-HP pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées

8.3 Accès aux établissements – Identification

Les personnels du Titulaire ou ses préposés et sous – traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du Titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise Titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

8.4 Grèves

En cas d'arrêt de travail imputable au Titulaire, ce dernier devra assurer les prestations considérées comme indispensables au marché, en accord avec la personne publique.

Les prestations considérées comme indispensables au marché sont les suivantes :

En cas d'impossibilité pour le Titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, **l'AP-HP y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du Titulaire afin d'assurer elle-même le service minimum.**

Les mesures, qui seront prises dans ce cas, seront limitées à la durée de l'absence d'organisation de service minimum, validée par l'AP-HP.

AP-HP	Consultation n°25-053	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :3/4/25	Page 8 sur 11

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

9. Propriété Intellectuelle

Le titulaire demeure propriétaire de sa notation.

Néanmoins, il concède à l'AP-HP de façon illimitée, dans le cadre de la prestation et de ses propres besoins :

- le droit d'utiliser pour communication interne et sans modification la notation fournie (utilisation, duplication, reproduction intégrale, diffusion, représentation).
- le droit de poster sur son site internet, lorsque la notation est rendue publique, la recherche la plus récente et le lien vers la page du site internet de l'agence de notation.

L'AP-HP pourra reproduire sur son site le rapport d'analyse y afférent après signature d'un accord de licence (à titre gracieux).

En cas de non-respect de cette clause, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit d'engager les poursuites judiciaires appropriées.

10. Facturation – Paiement

10.1 Facturation

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le Titulaire du marché adressera ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures électroniques seront transmises sur ce portail en utilisant le mode EDI, ou en déposant des fichiers PDF (signés ou non signés).

Les factures doivent indiquer :

- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- nom et adresse du créancier ;
- les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- le Code APE ;
- la désignation de la prestation ;
- le montant hors taxes et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- le taux et le montant des taxes ;
- le montant total T.T.C. ;
- le n° du bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) ou ordre de service (une facture devant référencer un et un seul bon de commande ou ordre de service) ;
- le n° de SIRET de l'AP-HP : 267 500 452 01928 ;
- le Code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande) ;
- le numéro de marché ;
- la date de réalisation de la prestation.

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.

Les prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente.

AP-HP	Consultation n°25-053	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :3/4/25	Page 9 sur 11

Escompte :

La mise en place de la dématérialisation constitue une fluidification des échanges entre l'AP-HP et ses fournisseurs et se traduira pour les fournisseurs de l'AP-HP par des gains de traitement des commandes émises.

L'AP-HP est en mesure de prendre en compte les factures avec escompte.

Les factures bénéficiant d'un escompte feront l'objet d'un traitement prioritaire. Aussi le fournisseur devra indiquer dans son offre s'il consent un escompte à l'APHP ainsi que le taux accordé. Le taux proposé est à renseigner dans les annexes financières.

10.2 Paie ment

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales-PI.

En application de l'article R. 2192-11 du Code de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

10.3 Avances

Le Titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 du Code de la commande publique. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

Le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2191-3.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 30 %.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé au taux minimal de 5% prévu à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

11. GARANTIE DE L'INDEPENDANCE DU TITULAIRE DU MARCHE

L'AP-HP s'engage à respecter l'indépendance du titulaire du marché dans l'exercice de sa mission. Sauf erreur manifeste dans l'établissement de la notation publiée, le titulaire du marché ne fera pas l'objet de poursuites devant les juridictions concernées.

L'AP-HP s'engage à ne pas utiliser une notation non publiée ou toute autre information reçue ou obtenue de la part de l'agence de notation en lien avec la notation à d'autres fins que ceux prévus dans le marché, sans l'accord préalable écrit de l'agence de notation, sous réserve que cette communication ne soit pas exigée par la loi ou la réglementation applicable.

L'AP-HP s'engage à ne pas résilier le marché en cas de cause imputable à l'AP-HP.

En cas de résiliation aux frais et risques, la notation délivrée par le nouveau titulaire n'engage en aucun cas la signature ou la réputation du fournisseur déchu, chaque agence de notation disposant de sa propre méthode de notation.

AP-HP	Consultation n°25-053	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :3/4/25	Page 10 sur 11

12. Nantissement et garantie

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement prévu à l'article L2191-8 du Code de la commande publique.

13. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

14. Résiliation

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut, si le prestataire ne remplit pas les obligations que lui impose les documents contractuels du marché, ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure ou une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important dans les conditions prévues à l'article 39 CCAG PI. ACHAT se réserve le droit d'appliquer ces dernières. Le Titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Sans réponse satisfaisante du Titulaire à la mise en demeure, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur déchu, après notification à ce dernier, et ce conformément aux dispositions du chapitre VII du Cahier des Clauses Administratives Générales PI en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

15. Litiges

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le Titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

Médiation interne au Pôle d'Intérêt Commun ACHAT : Achats Centraux, Hôteliers, Alimentaires et Technologiques

Il est possible, pour les parties au présent contrat, de saisir le médiateur interne à ACHAT concernant les difficultés dans l'exécution du présent marché.

E mail : mailto:mediation.interne.aca@aphp.fr

16. Dérogations

- Les articles « Obligations du prestataire » et « Résiliation » du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dérogent à l'article 39 du CCAG PI relatif à la résiliation aux torts pour défaut d'acquittement des obligations.
- L'article « Documents contractuels » déroge à l'article 4-1 du CCAG PI sur l'ordre de priorité des pièces contractuelles.
- L'article 6 « Suivi et Contrôle » déroge aux articles 28 et 29 du CCAG PI sur les opérations de vérification, et les procédures d'admission, ajournement, réfaction et rejet.

AP-HP	Consultation n°25-053	ACHAT
CCAP.11	Dernière mise à jour du :3/4/25	Page 11 sur 11